«Une autre catastrophe arrivera»

JAPON • ***Devenu un farouche opposant au nucléaire, l'ancien premier ministre japonais Naoto Kan est convaincu que cette énergie disparaîtra, aussi pour des raisons économiques.***

ARIANE GIGON, ZURICH

Il était en fonction depuis quelques mois au moment de la catastrophe de Fukushima, en mars 2011. Autrefois partisan de l'énergie nucléaire, Naoto Kan, député du Parti démocrate du Japon (PDJ), parcourt aujourd'hui le monde pour prôner l'arrêt des centrales. Son livre, «En tant que premier ministre pendant la crise de Fukushima», déjà traduit en allemand, sortira en anglais d'ici à la fin de l'année. Rencontre à Zurich, en marge d'un colloque sur la sortie du nucléaire organisé par la Fondation suisse de l'énergie (SES).

Quelle a été la principale cause de votre revirement?

Naoto Kan: Pendant longtemps, nous pensions qu'un accident comme Tchernobyl n'arriverait jamais au Japon, car notre pays est très avancé technologiquement. J'en étais également personnellement convaincu. Mais l'accident est survenu, nous montrant que nous avions tort. Lorsqu'on analyse la catastrophe, on se rend compte que si elle avait été juste un peu plus grande, un tiers du Japon, soit 50 millions de personnes, se serait retrouvé dans un rayon de 250 kilomètres qu'il aurait fallu évacuer à long terme. L'accident aurait alors provoqué une perte en vies humaines comparable à celle d'une guerre. Les pays qui recourent à l'énergie nucléaire doivent être conscients de cela.

> «La population japonaise est désormais opposée à l'énergie nucléaire»
> NAOTO KAN

Les rapports ont établi que l'entreprise Tepco, qui gérait les centrales, vous avait trompé. Avez-vous ressenti de la colère?

Les mensonges et les erreurs n'ont pas commencé au moment de la catastrophe, mais bien avant. Pour ne citer qu'un seul exemple, l'autorisation de construire prévoyait que le réacteur devait être à 35 mètres au-dessus du niveau de l'eau, mais le réacteur a été construit bien plus bas, à dix mètres au-dessus du niveau de la mer, car l'eau de mer était plus efficace pour le processus de refroidissement. Cette décision a été prise il y a quarante ans. Les responsables pensaient qu'aucun tsunami ne serait jamais assez haut pour atteindre les infrastructures. Les erreurs et les risques ont été ignorés. En ce qui me concerne, j'ai éprouvé une énorme honte de n'avoir pas compris à quel point le risque était grand.

Si les contrôles étaient drastiquement améliorés, l'énergie nucléaire deviendrait-elle acceptable, selon vous?

Aucune technologie n'est contrôlable à 100%. Ce sont des erreurs humaines qui ont causé les catastrophes de Tchernobyl et de Three Mile Island. C'est incontrôlable. Prenez l'analogie avec l'aviation: là aussi, des accidents entraînent la mort de très nombreuses personnes. Mais les avantages de l'aviation continuent à rester plus grands. En revanche, pour l'énergie nucléaire, le risque affecte tellement de personnes qu'il est trop grand par rapport aux bénéfices de cette énergie.

Cinq ans après Fukushima, certains pays construisent des centrales, d'autres continuent à recourir à l'énergie nucléaire ou ne fixent pas de date fixe pour en sortir, comme la Suisse. A vos yeux, la leçon n'a-t-elle pas été comprise?

Aux Etats-Unis et en Europe, le nombre de centrales a diminué. La raison en est économique: les coûts d'exploitation sont de plus en plus élevés. Je pense qu'il n'y aura plus d'énergie nucléaire dans le monde d'ici la fin du XXIe siècle, pour des raisons économiques avant tout. La seule question est de savoir à quelle vitesse cela ira. Au Japon, en cinq ans, nous avons construit des infrastructures solaires qui peuvent remplacer cinq centrales nucléaires. En incluant les projets en préparation, ce sont 20 centrales nucléaires qui seront remplacées (sur 54 avant le 11 mars 2011, ndlr). Or l'arrêt de l'industrie nucléaire n'a pas causé de dommages économiques.

Le Japon peut donc vivre sans énergie nucléaire?

C'est ce que nous avons appris ces cinq dernières années. Mais l'administration en place ne pense pas de cette façon. Deux centrales seulement ont été remises en service (puis à nouveau stoppées, ndlr), car la population est désormais opposée à l'énergie nucléaire. Après Fukushima, nous avons réduit notre consommation de 10%, et augmenté, provisoirement, le recours au gaz et au pétrole. Mais je suis convaincu que si nous continuons à faire progresser les énergies renouvelables, nous n'aurons plus ni nucléaire ni énergies fossiles d'ici 50 ans au Japon et ailleurs dans le monde.

Etes-vous partisan de la théorie selon laquelle, avec les années, le risque nucléaire grandit?

Oui, je le crois. Souvenez-vous du passé: on a toujours assuré que la fusion des réacteurs était impossible et qu'il ne se passerait rien. Jusqu'à ce qu'il se passe quelque chose. Nous ne savons ni quand, ni où, ni combien de personnes seront touchées, mais la prochaine catastrophe arrivera, c'est sûr. Lorsque l'on est conscient de cela, il n'y a qu'une solution: stopper l'énergie nucléaire. **I**

Autrefois partisan de l'énergie nucléaire, Naoto Kan, qui a eu à gérer la catastrophe de Fukushima, parcourt aujourd'hui le monde pour prôner l'arrêt des centrales. KEYSTONE

Pression sur le nucléaire suisse

Les réflexions politiques et économiques ne doivent pas mener à des coupes dans la sécurité des centrales nucléaires. C'est l'avis du directeur de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) Hans Wanner, qui s'attend à ce que les pressions politiques augmentent au moment où les producteurs d'électricité rencontrent des problèmes économiques.
Il est «évident que la pression politique sur l'IFSN peut s'accroître», estime Hans Wanner dans une prise de position publiée hier sur le site internet de l'IFSN. Les producteurs d'électricité peuvent encore à peine gagner de l'argent en vendant du courant.
«Nous sommes déjà habitués depuis longtemps à la pression du mouvement antinucléaire. Avec la nouvelle situation politique et économique, l'autorité de surveillance devra compter avec une pression des milieux favorables aux centrales nucléaires», écrit encore M. Wanner.

Cette pression «n'a jusqu'à présent pas été exercée en public ou de manière formelle», souligne le directeur de l'IFSN, qui estime qu'il est «de notre devoir de nous y préparer». L'institut «doit et peut gérer la pression politique». Et d'ajouter: «Nous ne nous laisserons pas non plus instrumentaliser, ni par la gauche ni par la droite».
Cette prise de position intervient alors que le 14 mars, le Conseil fédéral a indiqué à l'heure des questions au parlement qu'il n'a pas l'intention d'étatiser les centrales nucléaires suisses, entreprises régies par le droit privé. Le gouvernement a encore ajouté que la sécurité des installations doit être garantie indépendamment de la situation financière de l'un de ses propriétaires.

La question a été posée au gouvernement après la présentation du bilan 2015 d'Alpiq qui boucle l'exercice avec une perte de 830 millions de francs. Le groupe envisage de vendre la moitié de son portefeuille hydroélectrique en Suisse. Alpiq contrôle 40% de la centrale nucléaire de Gösgen et 27% de celle de Leibstadt. ATS

EN BREF

AFFAIRE JÉRÔME KERVIEL

Pas de nouveau procès décidé

La justice française a reporté hier sa décision sur un éventuel nouveau procès de Jérôme Kerviel, ont annoncé les avocats de l'ex-trader et de Société Générale, chaque camp criant victoire. Jérôme Kerviel a été accusé en 2008 d'avoir fait perdre 4,9 milliards d'euros (5,35 milliards de francs) à sa banque. ATS/AFP

FRAUDE FISCALE

Serge Dassault sera jugé

L'industriel et sénateur de droite français Serge Dassault, 90 ans, a été renvoyé en procès pour blanchiment de fraude fiscale dans le cadre d'une enquête sur son patrimoine. La justice le soupçonne d'avoir dissimulé plusieurs millions d'euros au Luxembourg et au Liechtenstein. L'audience devant le Tribunal correctionnel de Paris a été fixée au 4 juillet, a indiqué une source judiciaire. ATS/AFP

SYRIE

Pourparlers tendus à Genève

Le régime syrien et l'opposition se sont accusés de chercher à «perdre du temps», au début de la deuxième semaine de discussions indirectes à Genève. L'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a repris hier ses consultations en recevant la délégation de Damas. ATS

ROYAUME-UNI

Le gouvernement replonge dans la crise

A trois mois du référendum sur l'UE, le Gouvernement conservateur britannique était de nouveau en pleine crise de nerfs hier après la démission surprise du ministre du Travail Iain Duncan Smith. Le premier ministre David Cameron a été contraint de retirer une mesure budgétaire.

Invité par la Chambre des communes à s'exprimer sur l'accord signé entre l'UE et la Turquie sur les migrants, le premier ministre en a profité pour essayer de juguler ce que le quotidien «Daily Telegraph», proche du pouvoir, a qualifié de «pire crise pour le Parti conservateur depuis des décennies».

Il a annoncé renoncer aux coupes budgétaires controversées à l'origine de la crise gouvernementale. «Concernant (les prestations) d'invalidité, je dirai ceci, nous n'allons pas continuer avec les changements qui ont été annoncés», a-t-il dit devant les députés.

Son nouveau ministre du Travail et des retraites, Stephen Crabb, a renchéri en affirmant que ce retrait ne signifiait pas d'autres coupes ailleurs. «Nous n'avons pas d'autres projets de faire des économies sur les prestations sociales», a-t-il dit.

Bien qu'abandonnées, ces mesures d'économie annoncées mercredi dans le cadre du budget 2016/2017 du gouvernement ont fait éclater au grand jour de profondes divergences au sein des conservateurs sur la politique d'austérité menée depuis six ans par David Cameron et son plus proche allié, le ministre des Finances George Osborne.

Considéré comme favori à la succession de David Cameron avec l'eurosceptique maire de Londres Boris Johnson, le chancelier de l'Echiquier est au cœur de la tourmente. Il ne s'est d'ailleurs pas déplacé hier devant les députés, suscitant la colère de l'opposition travailliste qui l'a traité de «lâche» et appelant au retrait de l'ensemble du budget.

L'eurosceptique ministre du Travail Iain Duncan Smith a démissionné vendredi. KEYSTONE

Devant les députés, David Cameron a quant à lui défendu son ministre et «ami» et le bilan économique de son gouvernement. Selon le «Times», le premier ministre aurait toutefois reproché à George Osborne d'avoir «mis le bazar» après pourtant lui avoir demandé d'éviter toute controverse en amont du référendum sur l'UE. David Cameron a également tenté d'enterrer la hache de guerre avec Iain Duncan Smith en saluant «l'apport énorme» du ministre. Il «peut être fier de ce qu'il a accompli», a-t-il ajouté. ATS/AFP